

CONFÉRENCE

Jamil Sayah croit en un islam moderne

Mercredi 21 décembre, à l'occasion de sa conférence d'hiver qui s'est déroulée à Saint-Marcellin, au Centralis (La Salle de réception), l'Association des industriels du Sud-Grésivaudan a reçu Jamil Sayah, professeur de droit public à l'Université Grenoble-Alpes. Ce brillant intervenant enseigne également l'anthropologie de l'islam. Au cours de cette soirée passionnante, il a analysé le triptyque « islam, laïcité et vivre ensemble », un thème délicat qu'il a décortiqué avec finesse et précision et qu'il a introduit ainsi : « évoquer la modernisation de l'islam et promouvoir les moyens d'y parvenir est un exercice difficile et épineux, car le sujet est d'une grande complexité, où se mêlent totalitarisme politique et absolutisme religieux. »



De gauche à droite : Denis Cavat, Laurent Guily, Raphaël Mocellin, Jean-Claude Gerbert, Georgette Bailouhey, Gérard Poncet et Jamil Sayah



Pour Jamil Sayah, il n'y a pas un islam, mais des islams !

L'entrée en matière est directe : « Y a-t-il compatibilité entre islam et laïcité ? » Pour Jamil Sayah, même si cela s'avère difficile, cette religion est en mesure de s'adapter à la modernité mais il déplore que certains pensent qu'elle en est incapable. Il a énoncé les trois éléments constitutifs de la modernité : l'individu (sujet de droit et citoyen), la raison (séparation entre le temporel et le spirituel) et l'Etat (institutionnalisation de la norme) en précisant, qu'historiquement, l'Etat, tout comme la religion,

régente, régule et organise la vie des êtres. D'où la confrontation, le rapport de force entre les deux pour exercer le pouvoir et la naissance de la loi de 1905. « Plus l'Etat bégaye, plus la religion retrouve son espace naturel. La laïcité est un processus et un combat continu qui permet aux personnes de devenir qui elles sont. Vivre ensemble, c'est faire société, avoir des valeurs communes et transcender les différences au profit d'une croyance laïque commune. Dans le regard de l'autre, on peut être soit musulman, soit citoyen à part entière. Comment réintroduire cette fraternité qui unit pour refaire société ? Et pourquoi l'islam pose-t-elle un problème ? »

« Quand l'Etat recule, la religion prend le dessus »

L'intervenant a rappelé que l'islam, tout comme le catholicisme, était une religion monothéiste qui, par définition, excluait les autres religions, d'où les guerres de religion, et la colonisation. Des phénomènes qu'il qualifie d'humain et de naturel. « Dans mes deux ouvrages parus aux Editions Harmattan « La révolution tunisienne : la part du droit » et « L'acte deux de la révolution tunisienne / la constitution », j'analyse la défaite de la raison. Quand l'Etat recule, la religion prend le dessus et peut être rattrapée par les totalitarismes, les extrémismes. Aujourd'hui, le problème par rapport à l'islam, c'est sa simplification. On a écrasé

l'islam au profit d'un discours creux. Il n'y a pas un islam mais des islams et des musulmans. Or, aujourd'hui, on a fabriqué un islam et un musulman à l'image de ceux qui pervertissent cette religion. Tous les musulmans ne pensent pas à voiler leur femme et à se préparer pour le djihad ! Dans la vie de tous les jours, les musulmans sont ordinaires et très inquiets par rapport au regard que l'on porte sur eux. Ils veulent sortir de l'image néfaste dans laquelle ils ont été enfermés et dont ils ne sont pas responsables. Pour la plupart d'entre eux, la religion est plus une forme de rituel qu'une croyance. Or, la problématique actuelle est que l'on fait de leur religion une identité et que l'on parle de l'islam comme d'une maladie ! »

Pour Jamil Sayah, la question de la cantine scolaire est un exemple parlant. Si la société ne voit en un musulman qu'un musulman et non un citoyen, il a tendance à se rapprocher du rituel religieux car l'opinion publique l'enferme alors dans cette image en confondant religion et identité. « Je suis tunisien, et pourtant, je n'aime pas le couscous. En revanche, je me régale avec une bonne tartiflette ! », a-t-il souligné avec humour en ajoutant : « la force de l'Etat est de pouvoir faire de l'islam une religion normale. A la société de faire de nos différences une richesse ! Il ne faut pas voir le musulman comme un problème mais comme un élément positif pour créer le vivre ensemble. »

« Là où il y a de vraies mosquées, il n'y a pas d'extrémisme »

Le professeur a nuancé : « la responsabilité de cette problématique est collective. Les musulmans ont aussi leur part de responsabilité. Historiquement et culturellement, ils ne se pensent pas comme une minorité dans un espace majoritaire. Aujourd'hui, et pour la première fois dans l'Histoire, des musulmans se retrouvent et vivent dans des espaces non musulmans. Les problèmes de conflit, de violence et de rupture doivent être réglés par tout le monde. Il faut que les choses s'équilibrent en essayant de les comprendre et en faisant mutuellement des concessions pour vivre ensemble. Sinon, c'est l'incompréhension ! » Pour

l'intervenant, il faut d'une part penser l'islam comme une religion « normale » et d'autre part que les musulmans se pensent citoyens avant de se penser musulmans. Or, cela apparaît difficile pour eux, car dans l'islam, l'individu a peu d'existence par lui-même car il vit principalement à travers la collectivité, explique-t-il en insistant : « le contrat social exige une transcendence : la citoyenneté et le respect des règles imposées par l'Etat. » Or, souligne Jamil Sayah, si la loi de 1905 a créé l'espace public (par exemple l'école), l'espace privé (le domicile), en ce qui concerne l'islam, il n'a pas su créer l'espace social (par exemple, les mosquées) : « on est en train de payer l'erreur de ne pas avoir pris plus tôt les choses en main concernant les lieux de culte musulmans. On a laissé faire les choses plutôt que de penser à créer des lieux de culte visibles et normaux. Là où il y a de vraies mosquées, il n'y a pas d'extrémisme. Nous n'avons pas le choix, il faut créer un islam de France qui s'adapte à la société. La réforme de l'islam doit se faire d'une façon réfléchie en encourageant les musulmans à l'autocritique afin de les sortir de l'héritage spirituel rigide, érigé en mode de gouvernance, et de les aider à souvrir et à adopter un projet laïc de renaissance afin de la débarrasser de la régression et de l'obscurantisme. »

Concernant, le terrorisme et l'islamisme radical, le conférencier assure : « les islamistes assimilent la modernisation de l'islam à l'athéisme, synonyme d'impiété, et lui attribuent la décadence de la société. Mais, je pense que nous arrivons à la fin d'un cycle. Nous avons atteint un sommet dans l'extrémisme et il ne peut que régresser. Je pense qu'un islam plus critique sur lui-même et plus ouvert sur le monde est en train de naître dans une société capable de l'intégrer. La France est le pays le plus capable de créer du sens. »

Il a conclu son propos en rappelant que dans une société en crise, le binaire (le bien et le mal), prenait le pas sur la multiplicité et qu'il ne fallait pas faire de la laïcité un principe contre une religion : « Ce qui fait le rayonnement de la France, c'est son universalité. »



La Salle de réception située au Centralis était comble (environ 170 personnes) pour écouter le brillant intervenant

Céline Mazet